



Nº XVIII.

L'AMI DU PEUPLE,

ou

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE, ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie
du Moniteur, et du plan de constitution, etc.

Viram impendere vero.

VEERSAILLES ET PARIS.

Du Lundi 28 Septembre 1790.

*Démarche irrégulière des représentans de la Com-
mune de Paris. Déclaration du rédacteur à la-
quelle elle a donné lieu.*

JE finissois la dernière phrase du Nº. XVI,
lorsqu'un valet de l'Hôtel-de-Ville, m'a remi
de la part de l'assemblée des représentans de la
commune, un ordre de paroître devant eux dan

F

la soirée. Je glisse sur cette circonstance qui, sans doute, paroîtra singulière ; & j'observerai que cette ordre étoit relatif au N^o. XV , publié dans la matinée. Je conçois que les dures vérités qu'il contient ont dû déplaire ; mais elles intéressent trop la sûreté publique pour que j'ai pu me résoudre à en adoucir un seul mot.

Choqué que ces MM. continuent à s'ériger en juges , et en juges dans leur propre cause , s'ils se croient outragés par ma plume , me disois-je à moi-même , que ne rendent-ils plainte , que ne me poursuivent-ils ? Mais devant quel tribunal assurément ? , ce n'est ni le Châtelet , ni le Parlement. Ces cours d'esclavage ne sont pas faites pour connoître d'une cause qui a pour objet la liberté. Ici encore je ferai observer le besoin pressant où nous sommes d'un tribunal , dans lequel des hommes libres puissent avoir confiance , & je ne cesserai de m'élever contre l'assemblée nationale , qui s'est toujours attachée à éluder la demande qu'on lui en a faite. On en voit trop la raison.

Au demeurant , je me suis présenté à l'Hôtel-de-Ville , que pour donner à ces MM. une preuve de ma déférence : je les prie de recevoir en passant cette petite leçon. Ils ne peuvent attaquer aucun des droits de l'homme ou du citoyen , et ils ne peuvent exercer aucun acte judiciaire : s'ils ne connoissent pas encore les limites des pouvoirs qu'on leur a confiés ; je m'engage à les leur tracer. En attendant , ils me permettront de leur présenter la déclaration suivante , qui doit intéresser tous mes lecteurs , puisqu'elle tient à la chose publique.

*Lettre du Rédacteur à MM. les Représentans
de la Commune de Paris, en date du 25
Septembre 1789.*

MESSIEURS,

Appelé à paroître aujourd'hui (sur les sept heures du soir) devant vous au sujet de ce Journal, dont je me déclare l'Auteur; je me suis rendu à l'Hôtel-de-Ville: j'ai sollicité plusieurs fois le moment d'être admis à l'Audience; & n'ayant pu l'obtenir après cinq mortelles heures d'attente, j'ai été remis au lendemain. Le lendemain, même exactitude, mêmes instances inutiles de ma part. Vos occupations sont infinies, sans doute: les miennes ne le sont pas moins, & elles intéressent bien davantage le bonheur public: je suis l'œil du Peuple, vous en êtes tout au plus le petit doigt. Ainsi trouvez bon qu'avare de mon tems, j'attende chez moi de nouveaux ordres.

Je sçais Messieurs, que j'ai parmi vous de nombreux ennemis, ne fût-ce que les intimes de l'infâme Beaumarchais, & je n'ignore pas que c'est à leur saint zèle que je dois l'honneur de votre invitation, mais je me flatte de trouver dans votre Assemblée des amis encore plus nombreux: à quel titre prétendriez-vous au nom de bons patriotes, si l'incorruptible défenseur des droits du peuple ne vous étoit cher?

Quoi qu'il en soit, mon dessein, en me rendant à votre audience, étoit de vous demander acte de la déclaration qui suit; permettez que je la fasse sous les yeux du public.

Pressé par mon zèle pour le salut de la patrie, et désespéré de voir les aristocrates qui dominent dans l'assemblée nationale se jouer du peuple, en donnant perpétuellement le change à ses représentans, aller au-devant des vœux du ministre favori, s'opposer aux loix fondamentales qui doivent consacrer les droits de la nation, et ne faire décréter que celles qui établissent les prérogatives de la couronne, rendent le prince l'arbitre des loix, et remettent dans ses mains les chaînes du despotisme, j'ai cru qu'il étoit indigne d'un vrai citoyen de garder le silence, et de ne point dévoiler aux yeux de la nation, la noire trame ourdie contre elle. En conséquence, je lui ai dénoncé, il y a six semaines, dans une feuille, intitulée *le Moniteur patriote*, le travail allarmant du comité de constitution, rédigé par M. Mounier : la vertu de ce digne député a été appréciée, et ses collègues ont battu en retraite. Ensuite j'ai dévoilé les artifices de la faction odieuse, dont le vicomte de Noailles s'est montré l'organe. Ayant toujours suivi d'un œil inquiet les mouvemens de ce parti plus que jamais redoutable, et ne n'ayant vu le relever qu'au moment où les représentans de la commune de Paris oubliant les bornes du pouvoir dont ils ne sont que simples dépositaires, ont donné ordre à la milice bourgeoise de dissiper les pelotons du palais-royal sous prétexte d'empêcher les attroupemens tumultueux ; ordre attentatoire à la liberté publique, en ce qu'il enlève aux citoyens le droit qu'ils ont de s'assembler par-tout où bon leur semble, pour s'occuper des affaires de l'état. Puis

rapprochait mille faits connus, et suivant les relations de l'aristocratie et du gouvernement avec la municipalité de la capitale; j'ai redouté qu'elle ne se prêtât, sans s'en douter, aux perfides desseins des ennemis publics. Mes craintes se sont renouvelées, lorsque j'ai vu le maire, académicien comblé de pensions du roi, chercher à attirer sourdement à lui toute l'autorité municipale, et conserver dans l'ancien comité des subsistances des membres qui déplaisoient aux districts. Elles ont augmenté lorsque j'ai vu les représentans de la commune s'ériger illégalement en cour de justice pour blanchir un homme annoncé par le (1) comité du district des récolets; un homme accusé de tous les crimes, un homme flétri par l'opinion publique, et oublier le soin de leur honneur, jusqu'à l'admettre dans leur corps. Enfin elles ont été portées au comble, lorsque j'ai vu dans ce corps des hommes logés en hôtel garni, des hommes sans état, ne subsistant que des ressources de leur industrie, des hommes repoussés plusieurs fois par les districts qu'ils représentent, et parvenus enfin à se faire élire en captant les suffrages, etc. Tremblant que la bonne foi d'un grand nombre des membres de votre comité, tous recommandables par leurs connaissances diverses et leur patriotisme; mais trop peu versés dans la politique pour découvrir des pièges cachés avec art, ne fût exposée aux surprises d'une poignée d'hommes

(1) Comité qui s'est toujours distingué par sa sagesse, ses vues et son énergie.

corrompus, et qu'ils ne deviennent innocemment les instruments de l'oppression et de la tyrannie : navré de l'assemblée nationale toujours subjuguée par les ennemis de l'état ; et trop convaincu qu'elle ne travaillera avec succès à la constitution que lorsqu'ils ne pourront plus s'étayer des forces mêmes du peuple, et que la municipalité de Paris deviendra l'organe du vœu public. Je vous somme, Messieurs. au nom de la patrie dont je suis l'avocat, de purger incessamment votre corps des membres, en qui les vrais citoyens ne peuvent plus prendre aucune confiance, et de purger pareillement tous les comités de l'hôtel de ville. Ces membres ne vous sont pas inconnus : et j'en nommerai plusieurs à la première réquisition qui m'en sera faite.

Le peuple ayant stupidement laissé échapper le moment de se défair des ennemis de l'état, et la faction qui mène l'assemblée nationale, ayant tout mis en œuvre pour empêcher qu'on ne les amenât au pied des autels de la justice ils ont repris le cours de leurs machinations ; et la France est à la veille des plus grands malheurs. Pour la retirer de l'apîme, il n'y a d'espoir que dans l'énergie des vrais citoyens, assez courageux pour pénétrer le peuple du vif sentiment de ses droits, et l'engager à les venger. Dans les conjectures actuelles, croyant ma plume plus utile à la défense de la liberté qu'une armée entière : je vous requiers messieurs, d'ordonner à mon premier imprimeur. qu'il intimide votre sommation, et qui refuse de

faire sortir ma feuille de ses presses , de continuer à travailler sans crainte à cet écrit patriotique ; me portant garant personnel de tout ce qui pourroit blesser la vérité ou la justice. Je vous requiers aussi de ne plus attenter aux droits des citoyens , en vous opposant à leurs assemblées dans les lieux public (1) ; assemblées qui vous ont sauvés dans le temps où vous étiez encore confondus dans la foule , et avant qu'ils vous eussent honorés de leur confiance. Je vous requiers encore de presser l'assemblée nationale de constituer sans délai un tribunal suprême , pour juger publiquement les ennemis de l'état. Enfin je vous requiers de ne jamais oublier que vous n'êtes revêtu de pouvoir que pour soutenir les droits de vos concitoyens , approvisionner les marchés , empêcher le bri-

(1) Il y a des assemblées de districts , direz-vous. Cela seroit bon , si elles étoient bien composées , si tout ne s'y faisoit pas par cabale , et si les bons citoyens n'étoient obligés de les désertir. Qui ignore que les procureurs , les avocats , les conseillers au châtelet et au parlement , hommes nourris de préjugés de leur état , imbus de l'esprit de corps , et dévorés de la soif de commander , se sont emparés des comités où ils priment par l'habitude qu'ils ont de parler en public : de sorte que ces marchands de paroles se sont rendus maîtres de toutes les résolutions. Bientôt ils le seront de la municipalité : sur trois cents députés à la ville , on compte cent quarante-cinq de ces gens-là ; avec un esprit rétréci et gâté comme ils l'ont , il est presque impossible qu'ils soient bons patriote , et si nous n'y prenons garde , tandis qu'il en est encore temps , nous serons asservis par les suppôts de la chicane , et tomberons sous le joug des parlements.

gandage , vous assurer des traîtres à la patrie , vous opposer aux attantats du gouvernement , au complots des aristocrates , aux menées des suppôts du despotisme.

Si refusant de vous rendre à mes vœux, vous laissez à nos ennemis les moyens de ruiner la liberté et la félicité publique , je dépose dans cet écrit mes trop justes sujets de crainte pour servir un jour de témoignage contre vous. La Nation y verra avec reconnaissance que comptant pour rien les dangers auxquels les vengeances personnelles m'exposent je me suis immolé à son bonheur ; elle y verra avec indignation que vous vous êtes opposés aux efforts du zèle qui m'anime : vous-mêmes Messieurs , regrettant trop tard d'avoir fermé l'oreille à ma voix vous maudirez la fatale sécurité où l'on vous retient. Et n'allez pas entreprendre de dissiper mes alarmes : je n'ai que trop acquis le droit de me confier à ma manière de voir. A quoi en seriez-vous au jour-d'hui si le 14 juillet j'avois eu les yeux de la trop constante multitude , si je n'avois exposé ma vie pour arrêter la marche triomphale d'une vile soldatesque ; si j n'vois éventé le complot de surprendre Paris , et de vous égorger à la faveur des ténèbres ; Vous avez , parmi vous des membres honorables qui peuvent rendre un témoignage officiel de ce fait. Je ne le rapporte que pour vous engager à ne pas repousser des conseils salutaires et vous obliger de sauver l'État.